

LA LIBERTÉ

ORGANE OUVRIER, PARAISSANT TOUS LES DIMANCHES

ABONNEMENTS-VILLE:
Trois mois \$ 0.60
CASILLA CORREO 759

Communications, Correspondance et Abonnements:
CASILLA CORREO N° 759

ABONNEMENTS-PROVINCE:
Trois mois \$ 0.60
CASILLA CORREO 759

BUENOS AIRES, 15 Juillet 1894.

LE 14 JUILLET

Comme toutes les années l'on a fêté, hier, l'anniversaire de cette date révolutionnaire où la Bastille, cette forteresse des infamies de l'ancien régime, tombait sous les piques du peuple de Paris révolté.

Comme toutes les années, le drapeau tricolore a flottié aux fenêtres, pendant que les illuminations, au fronton des édifices publics et gouvernementaux, faisaient resplendir et briller la devise gravée dans leur marbre, cette devise au nom de laquelle, il y a cent ans, s'accomplirent tant de grandioses choses et fit naître tant de sublimes dévouements: « Liberté, Egalité, Fraternité ».

De ce splendide et colossal mouvement libertaire-égalitaire dont l'influence fut si grande qu'il fit osciller tous les trônes et trembler les oppresseurs de tous les pays, que reste-t-il aujourd'hui?

Rien, ou presque rien.

A l'aristocratie des parchemins a succédé l'aristocratie de l'argent, mille fois plus dure, plus funeste celle-là, pour l'ouvrier, que ne l'avait été l'autre.

Le sort du travailleur, de la grande masse des déshérités, n'est-il pas le même, au point de vue des difficultés immédiates de la vie, aujourd'hui qu'il y a cent ans?

Oh! nous savons ce qu'on va nous répondre: 89 marque le point de départ de l'affranchissement intellectuel de l'humanité.

De l'humanité, non; mais d'une classe de privilégiés seulement, de la classe bourgeoise.

Que le peuple sache lire et écrire, il ne s'en suit pas pour cela qu'il soit affranchi intellectuellement. Au con-

traire, l'instruction rudimentaire qu'il reçoit ne le plonge que davantage dans son esclavage; elle ne lui est donnée que pour qu'il soit plus apte à forger le carcan ou la chaîne qui le rive à la servitude.

Non, le peuple n'a rien gagné à cette grande révolution faite par lui. A preuve le nouveau mouvement révolutionnaire qui se dessine nettement de partout.

Jamais le joug de fer de l'oppression n'a courbé plus impitoyablement qu'à présent le prolétariat sous la volonté des maîtres du jour.

Jamais son sort n'a été plus misérable et abject.

Machine à produire, voilà à quoi la bourgeoisie a réduit l'homme, le travailleur qui, à ses côtés, a combattu pour l'émancipation de tous.

Aussi estimons-nous qu'il y a urgence à parfaire et achever l'œuvre des héros va-nu-pieds de 89-93. Les Bastilles qu'il s'agit de flamber et de démolir aujourd'hui sont innombrables; elles se sont multipliées sous toutes les formes et toutes guettent le malheureux travailleur comme l'araignée guette sa proie.

A l'instar des paysans de 1793 nous avons à promener la torche sur tous les châteaux des exploiters actuels, à raser la forteresse du capital, porter la pique dans les prisons et les casernes, ainsi que dans ces autres bastilles les bagnes industriels, où crèvent à la peine, dans une atmosphère infect, les forçats du travail.

Le 14 Juillet le peuple n'a rien à fêter car il ne lui a rien donné. Laissons donc la bourgeoisie pavoiser et illuminer en ce jour qui est celui de son avènement au pouvoir et nous, préparons, hâtons la Révolution du peuple pour le peuple: la Révolution Sociale!

LA PROPRIÉTÉ

Voyez ce champ auquel est attaché le paysan depuis tant d'années, sur lequel sont nés ses ancêtres, où il est né lui-même ainsi que ses enfants et que tous ont arrosé de leurs sueurs.

Vous ne trouverez pas sur ce misérable lopin de terre, un espace grand comme la main qui n'ait été retourné vingt fois par la charrue de ce laboureur infatigable. Rien ne l'arrête, ni les froids rigoureux de l'hiver, ni la neige, ni les gelées, ni la pluie, ni le vent, pas plus que le brûlant soleil d'été; il est là en tous temps, à toute heure et, pendant que le bourgeois dort, lui, la bêche à la main, fouille le sol, le prépare à recevoir la semence, et lorsque les blondes moissons inclinent leurs épis dorés invitant ce pauvre travailleur des champs à les cueillir, se présente la bande noire des corbeaux voraces sous la forme du propriétaire, du fisc et de l'usurier, réclamant chacun leur part de ces moissons qu'aucun d'eux a contribué à faire pousser.

Lequel, en effet, a fécondé cette terre, si ce n'est le paysan? Que vaut le sol sans le travail du cultivateur?

E-sayez de laisser un champ inculte et vous le verrez se couvrir de mauvaises herbes que vous n'extirperez ensuite qu'avec beaucoup de travail lorsque vous voudrez l'ensemencer. La terre, comme l'outil, réclame des hommes qui sachent s'en servir; que ceux qui ne le savent pas laissent donc à ceux qui savent et veulent s'en servir le droit et la liberté de le faire partout où ils trouveront un morceau de sol inculte.

Et puis, qui donc avait le droit de la vendre, cette terre qui est le patrimoine de tous et dont nous avons tous besoin comme nous avons besoin du soleil qui nous réchauffe et nous éclaire et de l'air que nous respirons?

Où est donc l'ouvrier qui a fait la terre et qui a pu en disposer en faveur d'autres hommes? Nous comprenons fort bien qu'un homme qui a produit un objet avec son travail puisse vendre cet objet à un autre; mais qu'un homme ou un groupe d'hommes qui s'intitule gouvernement s'arroge le droit de vendre ce qu'ils n'ont pas produit et qui,

par conséquent, ne leur appartient pas, nous ne pouvons le comprendre.

Est-ce que la nature, en nous faisant tous naître sur cette terre, ne nous donne pas à tous le droit de nous en servir lorsque nous en avons besoin? Il n'est pas, que nous sachions, un seul d'entre nous qui soit venu au monde avec des titres de propriété; ainsi donc, personne n'est en droit de s'emparer de la terre, et ceux qui l'ont fait n'ont pu le faire qu'en employant la force.

Ils ont agi identiquement de la même façon que l'individu qui vous met le couteau sous la gorge pour s'emparer de votre portefeuille ou de votre montre.

De quel droit les conquérants ou les gouvernements constitués ont-ils pu dire à ceux qu'ils ont institué propriétaires: ce champ est à vous et à personne autre; vous pouvez enclore cette propriété et défendre à qui que ce soit d'y mettre les pieds, car nous punirons sévèrement tous ceux qui ne vous obéiront pas. Vous aurez aussi le droit de léguer cette propriété à vos enfants et eux aussi aux leurs et cela indéfiniment, et si vous ne savez pas ou ne voulez pas la cultiver, cette terre d'où l'on tire tous les produits, vous la ferez travailler par des mercenaires auxquels vous prendrez les moissons qu'ils auront fait pousser en paiement de la permission que vous leur aurez donnée de se servir de ce champ dont nous les avons prudemment dépouillés afin qu'ils soient à votre merci. Vous leur laisserez cependant juste de quoi ne pas mourir de faim, sans cela vous n'auriez plus personne pour cultiver vos champs, et la terre deviendrait aride et déserte et vous ne pourriez plus jouir de toutes les belles et bonnes choses que vous procure le paysan — ?

Lorsque nous entendons parler de la valeur de la terre, nous ne pouvons moins faire que de nous demander comment et par qui cette terre a acquis sa valeur, et tout naturellement nous nous reportons à ce que nous avons vu se produire sous nos yeux dans la République Argentine.

Il y a seulement une vingtaine d'années, les terres vierges de la province de Santa-Fé se vendaient de cent à deux cents piastres la lieue carrée. Tout naturellement les capitalistes s'en emparèrent. Qui en achetait 10 lieues, pendant que d'autres, plus riches, en prenaient 20, 30, 50 et même cent lieues. Les pauvres, eux, n'ayant que leurs bras pour fortune et ne pouvant rien acheter, assistaient avec douleur à la répartition de cette terre où, jusque-là, ils avaient vécu paisiblement avec leur famille et quelques vaches desquelles ils tiraient tous leurs revenus. Ils n'avaient plus dès lors qu'à attendre, la mort dans l'âme, que le nouveau maître vint les en chasser, comme hier eux-mêmes en avaient chassé l'indien, premier habitant de ce sol.

Vinrent ensuite les colons étrangers auxquels ces propriétaires de terres que nul gouvernement, nul homme au monde n'avait le droit d'aliéner, consentirent à céder des lots de 50, 100, 200 hectares et plus à des prix qui leur payaient largement ce qu'ils avaient déboursé pour l'acquisition d'une lieue carrée; de sorte qu'ayant, par ce moyen simple et facile, récupéré tout le capital

d'achat de la terre, les grandes zones qui leur restaient encore ne leur coûtaient plus un centime.

Ces colons étrangers, premiers pionniers de la civilisation, défrichèrent le sol, l'ensemencèrent et en tirèrent des moissons avec le produit desquelles ils bâtirent des maisons, firent des routes, plantèrent des arbres, etc. Ils firent venir de leur pays leurs parents et leurs amis qui, eux aussi, achetèrent, mais à des prix bien plus élevés, des lambeaux de cette terre argentine pour l'arroser de leur sueur et en tirer des moissons à leur tour.

Enfin, après dix ou quinze ans le pays était peuplé et prospère et là où, naguère, l'indien Toba plantait sa tente, s'élevaient des villages reliés par des chemins de fer, des télégraphes et pourvus de tout ce qui peut rendre la vie facile et agréable.

Mais les premiers acheteurs du sol avaient gardé de grands espaces de terrains; des lieues et des lieues de champs leur appartenant n'avaient pas encore reçu le premier coup de pioche; d'autres, plus pratiques, avaient loué leurs terres à des colons-fermiers afin qu'on les leur défriche, mais aucun d'eux n'avait touché de ses mains à ce sol qui, pourtant, avait pris une grande valeur par le seul travail des colons qui, peu à peu, étaient venus s'établir autour de ces grands domaines seigneuriaux.

A l'heure qu'il est, ces mêmes terres se vendent 25, 30, 50 mille piastres la lieue et même plus, soit deux cent cinquante fois plus cher que ne les a payées, il y a 20 ans, le premier acheteur qui, lui, ne les a jamais travaillées.

N'est-ce pas monstrueux, et cela ne crie-t-il pas à l'injustice?

(La fin au prochain numéro).

La guerre civile aux Etats-Unis

La grève des employés de chemins de fer des Etats-Unis prend décidément mauvaise tournure pour les gros capitalistes nord-américains. Cette fois-ci les grévistes paraissent enfin comprendre que dans la lutte engagée entre les exploités et les exploités la force seule peut amener un changement dans les conditions du travail. Dix jours se sont à peine écoulés depuis la déclaration de la grève et le mouvement, dans ce court espace de temps, a pris les proportions d'une véritable guerre civile. La situation est devenue tellement grave pour la gent exploitante que les gouvernants ont dû proclamer la loi martiale pour la ville de Chicago et appeler sous les armes la milice de l'état, espèce de garde nationale composée de tous les citoyens âgés de 18 à 45 ans.

Pour qui se prononceraient ces derniers? Pour les grévistes ou pour les sacs d'écus des compagnies? A en juger par l'état d'esprit des populations de San Francisco qui se déclarent ouvertement pour les grévistes, il est probable qu'une certaine inquiétude doit

régner en haut lieu quant aux sympathies des habitants pour telle ou telle cause.

Quoi qu'il en soit, voici, résumés, les événements transmis par télégraphe durant la semaine:

Chicago, 5.—Les grévistes viennent de produire ici de graves désordres. Plusieurs rencontres ont eu lieu avec la police résultant de nombreux blessés de part et d'autre.

Chicago, 7.—Une armée de 250.000 grévistes vient d'envahir les rues de la ville se dirigeant vers les édifices de l'exposition qu'ils ont incendiés, mettant ensuite le feu à divers autres édifices gouvernementaux. La troupe est impuissante à contenir les révoltés qui se trouvent les maîtres de la ville.

Chicago, 8.—Divers autres édifices ont été flambés par les grévistes ainsi que tout le matériel roulant en dépôt dans les stations des chemins de fer. 2000 wagons ont été brûlés. La troupe vient de recevoir l'ordre de faire feu sur les révoltés au premier désordre qui se produira. Un grand nombre de fabriques, vu le manque de charbon, ont fermé leurs portes, jetant 100.000 ouvriers sur le pavé. Tout le commerce est paralysé.

New-York, 8.—Les grévistes, qui sont très nombreux ici, ont détruit les propriétés des compagnies et celles de divers particuliers. Les dégâts sont évalués à plus de trois millions de dollars. On télégraphie de San Francisco que la situation s'aggrave de plus en plus à bas par suite de la rareté des vivres et de la haine des habitants pour les compagnies.

Chicago, 8.—Les révoltés ayant voulu s'emparer, pour le détruire, le grand établissement Pullman où se trouve renfermé un énorme matériel appartenant aux compagnies, en ont été empêchés par la troupe qui a fait feu sur les assaillants. Il en est résulté un grand nombre de morts et de blessés. L'excitation parmi les grévistes est à son comble et l'on craint de nouveaux et sanglants conflits.

Chicago, 9.—La loi martiale vient d'être proclamée dans cette ville et la milice de l'état appelée sous les armes. De nouvelles rencontres ont eu lieu avec la troupe résultant de nombreux blessés. On calcule à six millions de dollars les pertes causées par les dégâts, et les attentats à la propriété continuent. 68 sociétés ouvrières, dans un meeting tenu aujourd'hui, ont décidé de faire grève et de soutenir les employés des chemins de fer si ceux-ci persistent dans leur attitude.

Washington, 10.—Le président Cleveland vient d'adresser une proclamation au peuple lui recommandant le calme et l'avertissant qu'il allait être procédé à la répression immédiate de la grève.

San Francisco, 10.—Des troupes viennent de partir pour Sacramento qui se trouve au pouvoir des révoltés.

Chicago, 11.—L'excitation continue dans toute la nation. Les grévistes, aidés par les populations, ont pu se procurer des armes et des munitions et se trouvent en condition de pouvoir résister à la troupe.

San Francisco, 11.—Les populations

fraternisent ouvertement avec les révoltés et leur facilitent des armes. La haine contre les compagnies ne fait qu'augmenter et l'on craint le saccage des propriétés et du matériel roulant. A Sacramento les révoltés attendent l'arrivée des troupes. Le conflit est imminent.

New York, 11.—Des télégrammes reçus aujourd'hui des différents états annoncent que le mouvement gréviste fait tache d'huile et s'étend aux localités qui, jusqu'à présent, étaient restées étrangères à la révolte.

Les loges des Chevaliers du Travail qui comptent plus d'un million d'affiliés, ont décidé la grève et vont faire cause commune avec les employés des chemins de fer.

Les camarades qui auraient des remises de fonds à faire pour la compagnie Pallas, peuvent envoyer à l'adresse suivante:

Angela VALLÉS (viuda Pallas), calle de Rosal, nº 13.—Barcelonne (Espagne).

« LA QUESTION SOCIALE »

Nous avons reçu le premier numéro de cette élégante revue imprimée en langue italienne. Comme son titre l'indique, ce nouvel organe de l'idée anarchiste se consacrera spécialement à l'étude de la question sociale sous toutes ses faces et donnera un compte-rendu détaillé du mouvement ouvrier international. Par le sommaire ci-dessous, les camarades pourront juger de l'importance et de l'intérêt que présente la lecture d'un nouveau collègue auquel nous souhaitons bonne réussite et chance.

SOMMAIRE. — Chi siamo e che cosa vogliamo. — Alla stampa. — Rigenerazione. — L'avvenire dei nostri figli (E. Reclus). — Moti e pensieri. — Le vittime dell'ideale, (Ada Negri). — La più grande delle conquiste. — La diagnosi della società moderna fatta da Cesare Lombroso. — Piccolo dizionario socialista (Claude Pelletier). — I bisogni di lusso (P. Kropotkine). Domande e risposte. — Due Luglio, 37° anniversario dell'uccisione di Sapri. — Origine della ricchezza (Sergio di Cosmo). — Religione e Libertà (M. Bakounine). — Enrico Malatesta intervistato da un redattore del «Figaro». — Galleria socialista, biografia di M. Bakounine. — Ai padroni d'Italia (prof. Pietro Ellero). — Vendetta, bozzetto sociale di Carlo Mercier.

Prix de l'abonnement: (R. Argentine) trimestre, \$ 1.20. — (Extérieur) semestre, \$ 1.50 or. Payable d'avance. Le numéro séparé, \$ 0.50.

La *Question sociale* paraît une fois par mois et se trouve en vente dans tous les kiosques de la capitale.

Adresse correspondance, abonnement et autre, à: «La Question Sociale», calle Rodriguez Peña 1650. Buenos Aires.

En Espagne

D'une correspondance adressée au *Despertar* par un de nos camarades arrêté à la suite de l'explosion du Liceo et prisonnier à la *carcel* de Barcelonne, nous extrayons les passages suivants:

Chers compagnons,

... A peine eut lieu l'attentat du Liceo, la police arrêta, comme coupable, à un nommé Albert Saldini, de nationalité italienne, qui, grand amateur de musique, se trouvait au théâtre ce soir-là.

Menottes aux mains il fut immédiatement conduit, avec les procédés que l'on connaît à la police, dans un cachot de la prison. Pendant ce temps d'autres policiers se rendaient au domicile du compagnon Aragon qui, surpris au lit, fut réveillé à grands coups de poing, ligoté et conduit en prison de la même façon que Saldini.

Les mauvais traitements qu'eurent à subir ces deux camarades pendant le trajet se refusent à être racontés... Mais cela n'était rien comparativement aux tortures auxquelles ils furent soumis plus tard.

Après être restés quelque temps attachés dans leurs cachots respectifs, les deux prisonniers furent amenés en présence du gouverneur de la *carcel* qui, à leurs protestations d'innocence, leur répondit par les plus grossières insultes.

Il convient de signaler les procédés infâmes de la police dans cette affaire. Les agents qui arrêtaient Saldini lui déchirèrent gilet et chemise afin de faire croire à une lutte et donner plus de valeur à la capture d'un aussi *dangereux criminel*. Ceux qui arrêtaient Aragon s'amuserent à le pousser vers les tas de boue et d'immondices du chemin — il pleuvait à ce moment — ce qui avait le don de les divertir au plus haut degré.

Pendant que Saldini prêtait déclaration devant le gouverneur, un inspecteur de police le frappait à coups de pied sur les tibias, puis, reconduits à leurs cachots, ils y furent rotés de coups par leurs gardiens.

Tout ne termina pas là. Quand la garde fut changée, les deux camarades furent de nouveau en but à la férocité de ces brutes. D'un coup de barre de fer appliqué sur la figure, ils cassèrent une dent au compagnon Aragon, pendant qu'un autre de ces lâches bandits lui crachait au visage.

Sogas, Cerezueta, Codina, Rujiero, Navarro, Fruitos et autres eurent à supporter des tourments plus grands encore. On les laissa attachés plusieurs jours les mains derrière le dos, sans leur permettre de s'asseoir, obligés à une promenade continue, frappés à coups de bâton lorsque, rendus de fatigue, ils tombaient épuisés à terre. Pour toute nourriture ils recevaient un morceau de morue sèche, sans avoir une goutte d'eau pour apaiser la soif brûlante qui les dévorait!

Quelques-uns furent jetés à la mer trois ou quatre fois suivies puis reconduits au château de Montjuich aux trois quarts asphyxiés, les habits pissant

l'eau. A d'autres on leur tordit les testicules ou on leur traversa la bouche avec de petites baignettes. Tous furent menacés de mort s'ils ne dénonçaient pas l'auteur de l'explosion.

Jamais, depuis les temps de l'inquisition, dans aucun pays du monde civilisé, il a été fait preuve d'une aussi grande sauvagerie.

Cela étant fait par les gardiens de l'ordre, les sauveurs de la société, les défenseurs de la morale, les rendeurs de justice, à quelles représailles n'autorisent-ils pas ceux qui haïssent ces abominables institutions?

Ils nous volent livres, brochures et journaux que nous possédions; on nous a insulté, calomnié, la loi, qu'ils ont confectionnée, restant lettre morte pour nous; on a attenté à la vie d'un grand nombre des nôtres; on nous a privé même de ce peu de liberté que, comme prolétaires, on nous concédait, nous mettant ainsi dans l'impossibilité de pouvoir aux nécessités de nos familles qui, par ce fait, ont fait plus ample connaissance avec la misère qui a dévasté et tué un grand nombre d'elles. Et on voudrait que nous soyons calmes, que nous ayons de la modération et de la pitié?

Et qu'on ne vienne pas nous dire, après cela, que c'est nous qui avons commencé. Ce sont eux, les misérables, qui nous privent des moyens de vivre; ce sont eux, ceux qui nous maintiennent esclaves; eux, les maîtres du monde, les seuls responsables de tous les actes de désespoir qui se sont commis jusqu'à présent. Sans les iniques procédés de ceux d'en haut, n'aurait pas surgit la révolte de ceux d'en bas.

UN PRISONNIER.

Carceles de Barcelonne, 8 mai 1894.

Privileges bourgeois

La bourgeoisie, composée d'hommes égoïstes comme tous le sont; la bourgeoisie, qui n'est autre chose qu'une minorité toute puissante, par conséquent qu'une «aristocratie» dont le seul avantage sur l'autre est son élasticité, profitera largement du monopole social qu'elle a entre les mains et «ne renoncera jamais, sans y être forcée, aux moyens qu'elle possède de jouir plus que le peuple en travaillant moins.»

Ceci nous mène au point de vue historique de la question. Nous voyons tout d'abord dans l'histoire que jamais une classe inférieure de la société n'a été appelée volontairement par les classes supérieures au partage du pouvoir; que jamais les vaincus n'ont obtenu du libre consentement des vainqueurs, les moyens de s'égaliser à eux.

Je ne sache pas que cette révolution communale du XII^e siècle et cette révolution générale du XVIII^e que vous dites avoir constitué l'une la bourgeoisie, l'autre le peuple, aient été accomplies spontanément par la royauté et l'aristocratie dans le seul intérêt de la justice et dans le seul but de reconnaître à

propos la souveraineté de l'esprit humain.

Je vois, au contraire, que ce n'est qu'à leur corps défendant qu'elles ont laissé creuser par leurs inférieurs politiques ces abîmes où sont allés s'engloutir leurs privilèges et leur domination, et de là je conclus plus fortement que la bourgeoisie, maîtresse à son tour des privilèges et du gouvernement tout entier, « n'en cèdera au peuple que ce que celui-ci en pourra arracher. »

Maintenant, nous demanderez-vous de définir ce que c'est que le peuple et ce que c'est que la bourgeoisie?

Voici notre réponse :

« Le peuple est tout ce qui ne possède que par son travail et « relativement » à son travail. »

« La bourgeoisie est tout ce qui possède « sans travail » ou « au-delà de son travail. »

(Extrait de la Lettre à M. Lermnier, — sur son examen critique du « Livre du Peuple »).

Par George Sand.

REUNIONS ET CONVOCATIONS

Société cosmopolite de résistance et placement des OUVRIERS BOULANGERS, rue Cavo 1327. — Dimanche 15, à 11 h. du matin, réunion au local de la Société. — Ordre du jour: Protection à accorder aux ouvriers en grève pour réduction de salaire ou augmentation de travail imposée par les patrons ou pour rémunération trop faible de la journée.

Richesse et Misère

I

LA PROPRIÉTÉ RURALE

Dans des études consacrées à la production agricole et industrielle — (les *Produits de la terre et de l'industrie*) — il a été établi par des chiffres irréfutables qu'il y a deux fois plus de produits alimentaires et trois fois plus de produits industriels qu'il n'en faut pour subvenir à tous les besoins de l'homme. L'humanité possède donc pour sa nourriture et son entretien un revenu véritable énorme et si des millions d'êtres vivent dans la misère, cela tient uniquement à la monstrueuse organisation de la société actuelle. C'est là une vérité qui pourrait se passer de démonstration tant elle est évidente; cependant il n'est pas sans intérêt de montrer par des faits précis à quelles intamies aboutit un régime social basé sur la propriété individuelle.

C'est une vérité devenue banale que dans tous les pays la fortune et le pouvoir appartiennent actuellement à une aristocratie de propriétaires. En France même, où nous sommes grisés par les souvenirs de 1789, nous nous figurons volontiers que la Révolution a passé son niveau sur l'ancienne société et qu'elle a, sinon égalisé, du moins rapproché

les conditions et les fortunes. Malheureusement les faits sont loin de correspondre à cette légende que les classes dirigeantes tâchent d'accréditer pour ruiner l'effet des revendications prolétariennes. Nous admirons ce grand mouvement qui nous a donné la liberté de la pensée et jusqu'à un certain point la liberté de la parole, mais enfin nous sommes bien forcés de reconnaître que socialement la Révolution a abouti à un avortement: la féodalité propriétaire qu'elle a voulu détruire n'a fait que se transformer; elle se dresse en face de nous plus puissante qu'autrefois, plus que jamais redoutable.

Et d'abord il faut se dire que le sol, que nous nous figurons très divisé, est presque partout accaparé par un nombre relativement minime d'individus, véritables barons agraires. Dans notre Europe soi-disant civilisée, c'est le régime de la grande propriété qui prévaut presque partout et il y a des pays où les domaines des grands seigneurs et des gros bourgeois constituent de véritables états territoriaux où pourraient vivre des centaines de milliers d'hommes. En Angleterre, cette terre classique des *latifundia*, les deux tiers de la surface du sol appartiennent à 10.000 personnes seulement, et les *lords* du Royaume-Uni possèdent entre eux 6.240.000 hectares; en Ecosse, 21 personnes se partagent le tiers environ du territoire national et 1700 en possèdent les neuf dixièmes; en Irlande, la terre est également accaparée par les *landlords*. On peut vérifier tous ces faits en parcourant la liste officielle des propriétaires de la Grande-Bretagne — (voir « the Financial Reform Almanac »); — c'est une lecture assez écœurante, mais instructive et l'on en apprend long sur l'état social du Royaume-Uni quand on y voit que nombre de seigneurs possèdent de 70.000 à 78.000 hectares de propriétés, comme le duc de Devonshire, et qu'un lord écossais, le duc de Sutherland, détient une immense étendue de 530.000 hectares.

Il ne faudrait pas croire, d'ailleurs, que l'Angleterre soit une exception en Europe; dans la plupart des autres pays la grande propriété fleurit dans des proportions moindres, mais encore monstrueuses. Par exemple, en Allemagne, dans ce pays si fier du degré de civilisation auquel il est parvenu, il y a des régions entières dont le sol est entre les mains d'un petit nombre de hauts barons, vieux débris du Moyen-Age. On en cite plusieurs dont les domaines ont de 2000 à 3000 kilomètres carrés de superficie; en Prusse, la moitié du sol appartient encore à des propriétaires ayant au moins 75 hectares et en moyenne 344 hectares de terres.

Si de l'Allemagne nous passons à l'Autriche-Hongrie, nous constaterons une répartition territoriale pire encore: la Moravie, la Bohême, la Hongrie, la Galicie sont des pays de grande propriété; c'est ainsi qu'en Hongrie les deux tiers du sol appartiennent à quelques milliers de seigneurs terriens dont les domaines ont de 1900 à 10 000 hectares. Il existe quelques propriétés que leurs possesseurs n'ont jamais parcourues en entier tant elles sont vastes. Et

le même fait existe en Bohême où un prince de Schwarzenberg possède à lui seul plus de la trentième partie du pays soit 178.000 hectares.

En Roumanie, en Russie, où l'émancipation des serfs devait être merveille, ce sont toujours les *boyards* qui détiennent la plus grande partie des terres. Revenons vers l'Occident, allons en Italie, en Espagne, en France, en Belgique, ces pays qui ont subi le plus directement l'influence de la Révolution et nous constaterons, à des degrés divers, une situation analogue. Examinons celle de l'Italie. D'après l'« Annuario Statistico Italiano », de 1884, il y aurait dans ce pays 2.668.696 propriétaires ruraux, mais, parmi ceux-ci, il y en a un très grand nombre qui ne possèdent que des lambeaux de terre dont ils ne retirent même pas leur propre subsistance et, en réalité, c'est la grande propriété qui prévaut. Cela est vrai surtout pour l'Italie méridionale. Pour ne citer qu'un exemple, dans la Basilicate, là où se trouve le territoire de l'ancienne Héraclée, à Policoro, on voit un domaine de 14.000 hectares de superficie. Le prince de Gerace, à qui appartient cet immense *latifundium* se trouve posséder la sixième-partie de cette province de Potenza peuplée de 525.000 habitants.

En Espagne, principalement dans les Castilles et en Andalousie, les propriétaires de centaines et de milliers d'hectares ont aussi accaparé la plus grande partie du sol.

(A suivre).

SOUSCRIPTION PERMANENTE

POUR LA PROPAGANDE

P. J., 1—X., 2—G., 1—B., 10—Par tous les moyens, 1—X., 0.40—M., 0.60—S., 5—D., 0.60—R. S., 2—X., 50—P. C., 0.50—J. Z. D., 1.50—P., 1—X., 5 R., 0.50.—Total: \$ 82.10.
A ce jour: 438.12 \$.

BIBLIOTHÈQUE DE « LA LIBERTÉ »

MICHEL BAKOUNINE:
Dieu et l'Etat..... 0.60
PIERRE KROPOTKINE:
Le Salariat..... 0.10
L'Anarchie dans l'Evolution Socialiste..... 0.10
ELISÉE RECLUS:
Les Produits de l'Industrie..... 0.10

Faire directement les demandes par la poste: Casilla del correo 759.

LA LIBERTÉ

se trouve en vente aux kiosques des places Victoria, Monserrat, Libertad, Lavalle, Viamonte, Constitucion et Once de Setiembre.

Le demander également aux crieurs.